

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
5 place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 13/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



ANDERTON CASTING SAS (ex C2FT)

7 rue Adrienne Bolland
ZAC de l'Orme les Sources - BP 1
42160 ANDREZIEUX BOUTHEON

Références : [référence à compléter](#)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2022 dans l'établissement ANDERTON CASTING SAS (ex C2FT) implanté 7 rue Adrienne Bolland ZAC de l'Orme les Sources - BP 1 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON. L'inspection a été annoncée le 13/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'entreprise envisage l'extension de ses activités. Les trois points examinés lors de l'inspection visent à compléter le porté à connaissance établi par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANDERTON CASTING SAS (ex C2FT)
- 7 rue Adrienne Bolland ZAC de l'Orme les Sources - BP 1 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON
- Code AIOT dans GUN : 0010500150
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site est une fonderie d'aluminium qui travaille en conception et réalisation de pièces pour les véhicules automobiles, en particulier hybrides et électriques. Le process se déroule comme suit : fusion / fonte / refroidissement / traitement thermique / usinage. La fonderie exploite deux technologies différentes (coquilleuses en carroussel et basse pression pneumatique). Un agrandissement est prévu au nord des bâtiments existants pour accueillir des investissements en travail mécanique des métaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- à compléter

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les travaux envisagés permettront la création d'une voie pompiers périphérique aux bâtiments. L'exploitant a indiqué être propriétaire de la parcelle voisine au tènement actuellement exploité, siège possible d'extensions futures.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------|--|--|-------------------|
| Rubriques 4xxx | Code de l'environnement du 03/03/2014, article R. 511-10 | / | Sans objet |
| Locaux à risques | Arrêté Préfectoral du 28/07/2011, article 7.1.2 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------|---|--|-------------------|
| Rétention des EEI | Arrêté Préfectoral du 28/07/2011, article 7.5.5 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit compléter son porté à connaissance par

- un tableau de classement des substances et mélanges dangereux stockés et mis en oeuvre
- un calcul du besoin en Eaux d'extinction d'incendie au regard du niveau de risque (Rf ou 1) du futur atelier
- une modélisation des effets thermiques d'un incendie du futur atelier si le niveau de risque retenu est 1

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rubriques 4xxx

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2014, article R. 511-10 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Identification des substances et mélanges dangereux |
| Prescription contrôlée : Classement ICPE du site |
| Constats : L'exploitant établit sur la base - du guide INERIS "Guide technique Application de la classification des substances et mélanges dangereux à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement" de juin 2014 - et de la nomenclature des installations classées communiqués par l'inspection après la visite du site un tableau de classement des substances et mélanges dangereux stockés et mis en œuvre sur son site en vue de la mise à jour de son arrêté préfectoral d'autorisation dans le cadre du Porté à connaissance déposé le 2 décembre 2021 |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rétention des EEI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2011, article 7.5.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles |
| Prescription contrôlée : un dispositif sera mis en place permettant la récupération des eaux d'extinction. Les eaux récupérées seront soit rejetées au réseau dans le cas de pollution non caractérisée, soit traitées en tant que déchets en suivant la filière appropriée. |
| Constats : Les eaux pluviales du site sont orientées vers le bassin d'orage collectif de la ZAC de l'Orme dimensionné pour recueillir les eaux de tous les sites. Le site ANDERTON CASTINGS bénéficie d'un volume réservé de 880 m3 et le volume de stockage net nécessaire après extension des activités est de 530 m3. L'exploitant a évalué le volume de rétention nécessaire pour les EEI après extension des ateliers de production. Il s'établit à 1520 m3. En cas d'incendie, la rétention des EEI se fait sur site dans sa galerie technique. Cette galerie technique est en béton étanche et représente un volume utile de 1020 m3. Elle sera prolongée dans le cadre de l'extension des bâtiments de production et une fosse enterrée sera ajoutée pour un volume supplémentaire de 500 m3. L'isolation des réseaux est actuellement assurée par le gonflement de ballons d'obturation (ils ont été changés récemment). En cas d'incendie, le responsable maintenance ou son adjoint sont en charge de la coupure des énergies et du déclenchement de l'obturation. Une procédure est à établir pour gérer ces actions, notamment en cas d'incendie hors heures ouvrées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Locaux à risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2011, article 71.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Effets thermiques d'un incendie |
| Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. |
| Constats : L'exploitant a prévu de doubler la surface de l'atelier de production. Il a considéré l'activité comme présentant un risque de niveau 1 au sens de la notice technique D9 (risque incendie). Il est demandé à l'industriel de reprendre la notice technique D9 dans sa version de juin 2020 et de vérifier le niveau de risque du nouvel atelier en fonction de - son activité (travail mécanique des métaux) - son potentiel "combustible" si l'atelier peut être classé en risque faible il ne sera pas nécessaire de produire de modélisation des effets thermiques d'un incendie. S'il est classable en risque 1, l'exploitant produira une modélisation des effets thermique d'un incendie. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |